

Nous ne paierons pas pour leurs crises !

Manifestation le samedi 28 Mars, à 14h place de la Motte à Limoges

Pour affirmer nos solutions face au G20 et à l'OTAN

Le G20, qui regroupe les gouvernements des 20 pays parmi les plus riches du monde, se réunira le 2 avril à Londres avec la prétention d'apporter des réponses à la crise. L'OTAN tiendra sa conférence les 3 et 4 avril à Strasbourg et Baden-Baden où la France entend s'intégrer dans le commandement militaire. Dans les deux cas nous dénonçons un déni de démocratie.



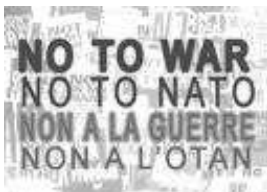
Le G20 incarne le résultat de cette politique néo-libérale dont on constate aujourd'hui les échecs, l'OTAN est l'instrument militaire qui a servi les mêmes intérêts. Nous qui intervenons sur les terrains sociaux, économiques, écologiques, de la paix ou de la solidarité internationale savons les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés.

Ces dégâts sont la conséquence d'un modèle ultra-libéral fondé sur le laisser-faire, l'accumulation des profits à court terme par une minorité, la spéculation financière, la répartition inégale des richesses, un système commercial injuste, le recours à l'endettement irresponsable et/ou illégitime, le productivisme, le pillage des ressources naturelles, la privatisation des services publics et la militarisation des rapports internationaux...

Cette crise frappe l'humanité dans son ensemble, à commencer par les plus vulnérables au Nord et les populations des pays du Sud qui sont victimes d'une crise dont elles ne sont pas responsables. Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent, pour l'essentiel, à socialiser les pertes en vue de sauver sans réelle contrepartie le système financier et les multinationales. Où sont les moyens pour répondre aux demandes des populations ?

Le monde n'a pas besoin seulement de régulations placées sous la surveillance d'institutions internationales en partie responsables de la crise actuelle (FMI ou OMC notamment) ; il a besoin d'un nouveau système démocratique fondé sur le respect de tous les droits de l'homme, la satisfaction des besoins sociaux, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement et la restauration des écosystèmes, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse, basée sur son réel partage et une conception écologique et sociale du développement.

Face à la volonté du G20 de décider au nom de tous les pays et à la place des peuples du monde entier, il est important de faire entendre et d'imposer d'autres solutions pour sortir de la crise et de les inscrire dans les dynamiques sociales déjà engagées, en France comme dans d'autres pays.



Nous l'affirmons avec force, la France doit renoncer à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN. Elle doit rompre avec une politique aux visées dominatrices méprisant les droits des peuples. Nous refusons la vision dangereuse et manichéenne de la "guerre des civilisations" et toutes réponses militaires aux crises mondiales et régionales. Nous rejetons la course aux armements et refusons de vivre dans la crainte du recours à l'arme nucléaire. Il est inacceptable que les dépenses militaires engloutissent l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité ; d'autant plus que les gouvernements voudraient faire payer aux peuples les dégâts du libéralisme financier.

En cohérence avec les mobilisations syndicales du 29 janvier et du 19 mars en France, la journée d'action du 28 mars, sera l'occasion d'affirmer nos solutions face aux G20 et à l'OTAN.

Premiers signataires : ADS, Les Amis de la Terre, Attac 87, Cap à Gauche 19, CGT CNASEA, CNT 87, Collectif France-Cuba 87, FSU, Maison des Droits de l'Homme, M'PEP 87, MRAP87, NPA, PCF 87, Solidaires, les Verts